

N° 73 - 10 NOV.-10 DEC. 69

« LE PEUPLE BRETON »

mensuel

Boîte postale 713 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 10 F

Etranger (par avion) : 15 F

De soutien : à partir de 15 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

1^F

JOURNAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

EN UN MOIS, DEUX FOIS

DU PORT PETROLIER AU REFUS DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION NATIONALE BERNÉS

(Voir Edito page 2)

A BETTON : LUTTE CONTRE LE CAPITALISME SAUVAGE

Dans le mois d'octobre, il y a eu en Bretagne deux grèves du même type, l'une à Lannion — on en trouvera un écho dans « le Problème breton de Brest à Nantes » — et l'autre à Betton, près de Rennes.

CHANTIER TEMPORAIRE ET EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS

Le 11 octobre, 25 ouvriers nord-africains travaillant à Betton à la réfection de la voie ferrée Rennes-St-Malo, se mettent en grève pour protester contre un retard de 12 jours dans le paiement de leurs salaires. Ces travailleurs réclament aussi l'amélioration de leurs conditions de logement par la Société Desquenne et Géral, société parisienne qui les emploie. Qu'on en juge : logement dans des wagons vétustes

parisienne. Application dans la logique patronale des différences de salaires suivant les régions : tant pis pour les ouvriers.

Le mécontentement s'aggrave lorsqu'on leur fait savoir que la matinée ayant été perdue — du fait des paiements des mandats à la poste — l'après-midi serait chômée. Conception très patronale du chômage technique ou du lock-out et fréquente dans cette société : lors des déplacements, les ouvriers sont parfois mis au chômage forcé dans l'attente de l'arrivée du matériel.

DIFFICULTE DE LA LUTTE

La poursuite de la grève est décidée jusqu'à la satisfaction des revendications : augmentation du taux horaire, amélioration des conditions de logement. Une enquête de l'Inspection du Travail, demandée par le Syndicat C.F.D.T., constate le fondement des revendications tenant aux conditions de logement et les directeurs de la société sont convoqués par l'inspecteur. Ils viennent de Paris ; l'inspecteur les met en demeure de remettre en état les wagons ; ils repartent dans la soirée, évitant tout contact avec les délégués de la C.F.D.T. représentant les travailleurs et déclarant bien fort ne plus vouloir entendre parler de cette équipe. Déjà à ce stade, on peut être sceptique sur ce que représentait pour ces patrons l'injonction de « remise en état » : sans doute cacher les trous les plus visibles avec trois bouts de carton et deux clous !

Les travailleurs restent décidés à ne pas reprendre le travail dans ces conditions. Mais, isolés des travailleurs des autres équipes — ce qui empêche tout mouvement de solidarité à l'échelle au moins de l'entreprise, sur tous les chantiers de cette dernière — ils ne peuvent faire du-

rer la grève et doivent chercher du travail ailleurs.

Ils n'ont pas cédé, mais le patron a les mains libres pour réembaucher et doit se frotter les mains. La nouvelle équipe qui va remplacer celle-ci sera-t-elle payée à 3,75 F ou à 4,55 ?

LE CAPITALISME SAUVAGE A LES MAINS LIBRES

Plusieurs questions et réflexions viennent à l'esprit. On peut d'abord se demander pourquoi la S.N.C.F.,

(Suite page 2)

ORIGINE SOCIALE ET GEOGRAPHIQUE DES ETUDIANTS DE LA FACULTE DES SCIENCES DE BREST

ENQUETE SUR L'ORIGINE SOCIALE ET GEOGRAPHIQUE DES ETUDIANTS DE LA FACULTE DES SCIENCES DE BREST

La présente enquête porte sur 1 527 étudiants inscrits à la Faculté des Sciences de Brest en 1967-68 et 1968-69, soit environ 76 % de l'effectif total de ces deux années (environ 1600 en 67-68, et apport en 68-69

d'environ 400 en première année). Les seuls renseignements que nous avons retenus sont, d'une part l'origine géographique, d'autre part l'origine sociale des étudiants. On peut admettre que les résultats de cette enquête, bien que celle-ci soit restrictive dans le temps, donne une idée assez fidèle du recrutement des étudiants en Sciences.

(Suite page 6)

TABLEAU N° 1

ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES ETUDIANTS

	Nombre	%
Ille-et-Vilaine	1	0,1
Loire-Atlantique	2	0,1
Morbihan	23	1,5
Côtes-du-Nord	94	6,1
Bretagne		
Finistère Nord	834	54,6
Sud	490	32,1
Total	1 324	86,7
Total	1 444	94,5
France	17	1,1
Outre-mer	10	0,7
Sans réponse	56	3,7
Total	1 527	100

Près de 90 % des étudiants sont finistériens

(Voir suite page 3)

Seulement 56 étudiants, soit 3,7 % n'ont pas mentionné leur origine géographique. Le tableau n° 1 montre que le recrutement est bas-breton à 94,3 % et finistérien à 86,7 %. Les étudiants originaires des Côtes-du-Nord (6,1 %) et du Morbihan (1,5 %) proviennent de l'ouest de ces départements, la limite est étant approximativement la ligne St-Brieuc - Pontivy - Vannes.

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST - Tél. 44-33-21

Les agriculteurs bretons et le MARCHÉ COMMUN

(Voir page 4)

ayant des trous béants dans les parois et les plafonds, absence de W.C., d'équipement pour la cantine, un seul point d'eau pour 25. Toujours itinérants, ils arrivent parfois sur un chantier avant ce wagon-taudis et dorment alors dans les salles d'attente, car les prix de pension en hôtels sont inabornables pour eux.

La grève, arme de lutte des travailleurs, a un résultat : leur paye arrive aussitôt — sous forme de mandat-lettres — mais amputée d'heures d'indemnités journalières de déplacement et d'un certain nombre d'heures supplémentaires. De plus, elle est établie sur la base d'un salaire horaire de 3,75 F, alors que le mois précédent, la même société les payait 4,55 F. de l'heure pour faire le même travail dans la région

Edito

DANS le mois qui vient de s'écouler, trois faits significatifs dont deux absolument scandaleux. Scandaleux ? Bien sûr, ces scandales n'ont pas fait la une du *Télégramme* et d'*Ouest-France* : « Bretons, on vous ment... » ! On ne connaît pas l'indignation pour les vrais problèmes du peuple breton dans les journaux-opium. Sociétés capitalistes, ces journaux ne sont pas là pour participer à l'information du peuple breton, ils sont là pour l'endormir, pour faire mieux passer le mécanisme de la société capitaliste à l'aide des millions de prix des grands concours.

1^{er} fait, 1^{er} scandale : Le Conseil supérieur de l'Education Nationale refuse une modeste amélioration de la situation des langues ethniques au baccalauréat.

Ce premier fait est à la mesure de la situation coloniale de la Bretagne. Les 16 et 17 octobre, ce Conseil supérieur était invité à donner son avis sur un projet de décret du ministre de l'Education Nationale décidant que les points au-dessus de la moyenne dans l'épreuve de langue régionale au baccalauréat compteraient désormais pour l'admission et non point seulement, comme depuis 1952, pour l'obtention de la mention. Résultat du vote : REFUS. N'insistons pas sur la modestie de la demande ! L'hypocrisie des représentants du ministère, la volonté de mépris sont manifestes : « Même pas cela » — si on les rapproche de toutes les déclarations de bonne volonté de M. GUICHARD, ministre actuel de l'Education Nationale, élu de Loire-Atlantique avant d'être ministre. Quant à M. MICHELET, la « presse » régionale et l'O.R.T.F. n'avaient pas manqué une occasion de faire savoir qu'il n'était pas hostile à l'enseignement des langues populaires, que certainement il ferait son possible pour... Et ça marchait ! Déjà on entendait dire que M. MICHELET, ministre des Affaires Culturelles de l'hexagone, allait apprendre le breton !

La duperie est totale, d'autant plus totale qu'on ne craint pas de mobiliser les Bretons sur de fausses injustices, comme la suppression du bagad de Lann-Bihouée. Le scandale était dans la décision du C.S.E.N. et non dans la suppression de la dernière musique indigène des dernières troupes coloniales. Dans ce dernier cas, l'impérialisme français s'en prend à ses propres créations et M. DEBRE, ministre des Armées, est revenu sur cette décision ; son père, le professeur DEBRE, membre du Conseil supérieur de l'E.N. n'est pas revenu lui, sur son refus de la séance du 16-17 où il s'était montré un des plus farouches adversaires des langues populaires.

2^e fait... : La duperie du Marché Commun agricole. Nous allions écrire deuxième scandale, mais il nous faut mieux démonter le processus. Dans les années soixante, le gouvernement, aidé par la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, chante aux agriculteurs bretons le grand air du Marché Commun, de l'Europe agricole. Elargissement des débouchés, nécessité de s'équiper, de se moderniser, tout était lié, tout était possible : l'agriculture bretonne allait avoir sa place de choix dans l'Europe verte. On conseilla aux agriculteurs bretons de s'orienter vers telle ou telle production... Si certains s'inquiétaient... non il n'y avait pas de raisons, le gouvernement était conscient du poids de l'agriculture dans l'économie de la Bretagne, la bonne santé de cette économie étant comme chacun sait le souci majeur de l'Etat français. De promesses en promesses, le Marché Commun, c'était pour le paysan breton, travaillant 11 heures par jour, accablé par le poids des emprunts, c'était l'espoir, c'était ce qui permettait de ne pas renoncer. La F.N.S.E.A. quant à elle, était là pour calmer les inquiets avec le couplet sur la solidarité entre tous les agriculteurs de l'hexagone et d'ailleurs les « journées d'action nationale » étaient là pour le prouver. A quelques mois de la mise en place définitive du Marché Commun agricole, le charme des promesses des nombreux ministres de l'Agriculture du régime, M. PISANI à M. FAURE, se rompit : la colère éclatait à Redon, Quimper, et les gros céréaliers en tirent le profit. Les votes effaçaient les « Que fais-tu BECAM » et BECAM retrouvait son siège de député et l'espoir mourait.

D'attente en attente, on est arrivé à la publication du rapport VEDEL, à l'annonce de la réforme du Crédit Agricole. Ces deux faits comme nous le disions dans le précédent numéro, ne permettent plus d'avoir aucune illusion sur le sort réservé aux agriculteurs bretons. Ceux-ci ont boudé la journée du 17 octobre, organisée par la F.N.S.E.A. Il n'y a là qu'une contradiction apparente. Les agriculteurs bretons ne croient plus aux bonnes paroles, à la bonne volonté d'une F.N.S.E.A. trop molle, sinon conquise à la « nouvelle politique agricole » du régime qui sert les intérêts de M. de CAFARELLI et autres.

« Travailleur breton, ils te bernent... » dit le texte d'une de nos affiches. Avions-nous tort ?

(Suite de l'édito page 6)

« **LE CONTINENTAL** » BAR - RESTAURANT
21, boulevard de la Liberté - RENNES - Tél. 30.77.73
SPÉCIALITÉ DE COUSCOUS ——— SALLE POUR REPAS D'AFFAIRES

LA VIE DU PARTI

Pour ARRIZABALAGA

L'U.D.B. a, sitôt la nouvelle publiée, protesté contre la condamnation à mort prononcée contre le patriote basque Arrizabalaga et contre les lourdes peines de prison infligées aux autres membres de l'E.T.A. par le tribunal militaire de Burgos, par le télégramme ci-dessus adressé à l'ambassadeur d'Espagne à Paris et aux consuls d'Espagne à Nantes et à Brest.

La peine a été commuée en détention à vie ! L'U.D.B. apporte et apportera son soutien à la lutte du peuple basque pour que plus proche soit sa libération et ainsi plus proche la liberté pour les centaines de militants de l'E.T.A. actuellement emprisonnés ou condamnés à l'exil.

Excellence
ou Monsieur le Consul,

C'est avec une stupeur mêlée d'indignation que nous avons appris la condamnation à mort du patriote basque Arrizabalaga ainsi que les très lourdes peines de prison frappant deux autres membres d'E.T.A. et infligées par le gouvernement dont vous êtes le représentant.

Nous tenons à réaffirmer devant vous notre solidarité avec les révolutionnaires basques et notre certitude

de voir l'avenir donner raison à un peuple qui se bat pour sa reconnaissance et la construction d'une société plus juste.

Plus vous comprendrez qu'il ne nous est pas possible de terminer cette missive par les formules habituelles de respect dues à votre rang. Vous représentez, en effet, un pouvoir qui, peu soucieux de la vie humaine individuelle ou collective, montre à l'évidence sur quelles bases répressives il se fonde, et, ipso facto, n'est absolument pas en droit d'attendre qu'on lui fasse part de quelque égard que ce soit.

Dans notre prochain numéro :

Le compte rendu du VI^e congrès de l'U.D.B. (8-9 novembre à Guidel Morbihan).

Souscription permanente

POUR LES PROGRES

DU « PEUPLE BRETON »

Lorsque ce journal vous parviendra, le VI^e Congrès de l'UDB se sera tenu et notre prochain numéro vous tiendra largement au courant de cet événement important pour la première organisation du mouvement breton.

A ce Congrès, les militants de l'UDB auront pu constater les progrès accomplis par leur journal, en nombre de pages comme en nombre d'exemplaires. Ce succès remporté par *Le Peuple Breton*, malgré les critiques et les attaques de tous bords, nous le devons au sérieux et à la qualité du journal : nous n'avons jamais cherché à flatter le lecteur, nous ne l'avons pas basement sous-estimé non plus. *Le Peuple Breton* devient le mensuel des Bretons exigeants, qui ont des idées politiques et qui n'en ont pas honte !

Nous devons aussi ce succès à nos amis lecteurs et alors que par ce numéro, nous clôturons la souscription d'une année, il nous faut encore le remercier d'avoir réellement permis cette croissance qui est notre fierté.

Nous ouvrirons avec le prochain numéro la nouvelle souscription permanente. Nul doute que vous répondrez comme toujours à notre appel. Aider *Le Peuple Breton*, c'est aider la Bretagne.

ONZIEME LISTE

Georges Kermarrec, Brest	35,00 F
Anonyme, Fontenay-aux-Roses ..	5,00 F
J.F.M., Brest	5,00 F
Anonyme, La Montagne (Loire-Atlantique)	5,00 F
Claudine Mazéas, Guingamp ...	7,30 F
J.C. Léon, Brest	1,50 F
Anonyme, Brest. Pour l'autonomie	5,00 F
Anonyme, Brest. Pour le P.B. ..	1,00 F
M.B., Saint-Gregore (I.-et-V.) ..	85,00 F
Anonyme, Région parisienne ...	5,00 F
I.L.B., Rennes	10,00 F
Le Merrer, Perros-Guirec	10,00 F
R.T., Saint-Cloud	5,00 F
R.P., Malo-les-Bains. Pour vos enseignements	50,00 F

Total de la onzième liste .. 229,80 F
Report des listes précédentes 4 451,80 F

TOTAL 4 681,60 F

Les participations à la souscription doivent être adressées au « *Peuple Breton* » (C.C.P. Rennes 2.365.76) en précisant au dos de l'envoi : Souscription. Merci.

BETTON (Suite de la page 1)

entreprise nationalisée, fait appel à des sociétés privées pour ce genre de travaux. Mais on ne peut manquer de remarquer que le capitalisme a ainsi, autour des grandes entreprises publiques, des secteurs où il exerce sa violence d'oppression de manière sauvage (l'exemple de Lannion est une preuve supplémentaire). Le gouvernement est responsable autant que complice de cette situation : illustration de sa conception de la « rentabilité » des services publics (cf. les projets pour le téléphone, pour les autoroutes, etc...).

Concrètement, elle laisse équi- pes de travailleurs doublement : sur un plan géographique (par la diversité des lieux des chantiers de travaux), d'autre part, ces équipes sont hors du circuit des organisations de travailleurs de la S.N.C.F. Ce n'est peut-être pas un hasard, car, à la S.N.C.F., la lutte a toujours été la plus dure chez les roulants, les itinérants, groupés par dépôts.

Deuxième réflexion : la complicité des représentants de l'Etat qui ne peuvent ou ne veulent appliquer aux capitalistes les lois de cet Etat. L'Inspecteur du Travail ridiculement impuissant. La Préfecture qui, feignant de jouer les bons offices, a affirmé n'avoir pu contacter les directeurs de l'entreprise. Sans doute n'a-t-on pas d'annuaires téléphoniques de la Région Parisienne à la Préfecture de Rennes ?

Troisième réflexion : l'injustice de l'inégalité des salaires entre Paris, par exemple, et la Bretagne pour le même travail a été perçue de façon très vive, parce que, fait rare, le déplacement géographique s'est fait ici à contre-courant. Beaucoup de travailleurs dont c'est le lot quotidien, ne la perçoivent pas comme une injustice : on peut y trouver une injustice partielle du manque de combativité et, face à une lutte comme celle de Betton, d'une certaine incompréhension.

Enfin, nous voudrions souligner que Betton, Lannion, ne sont pas des cas isolés : au chantier de l'Ile Longue, de la base de Landivisiau, nous avons déjà eu des exemples. D'autre part, il existe d'autres secteurs sauvegardés d'un capitalisme que d'aucuns voudraient nous faire croire amendé : les ouvriers travaillant à domicile pour des entreprises de confection, le personnel de service de la restauration et de l'hôtellerie, etc...

Des travailleurs immigrés à ceux-là, le front de la lutte est étendu, mais l'adversaire est le même.

G. Bozec.

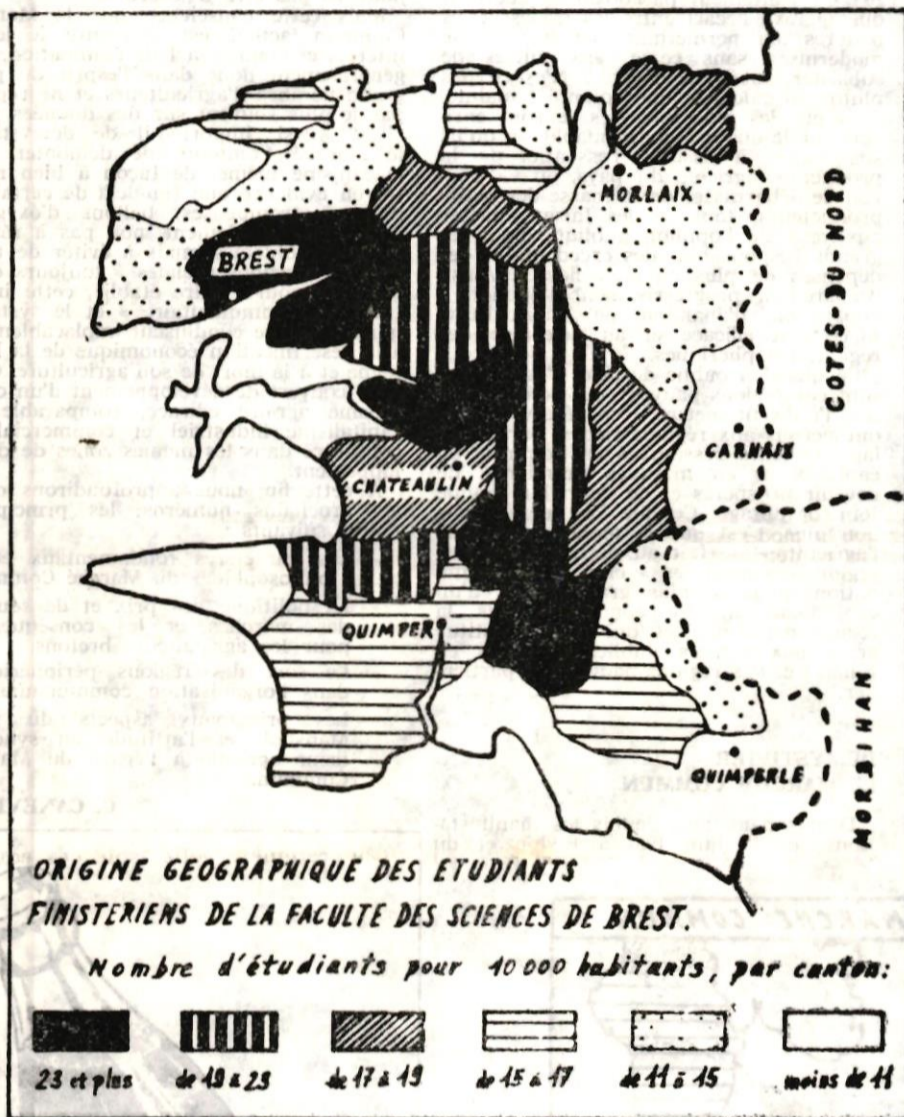
L'ORIGINE SOCIALE ET GEOGRAPHIQUE DES ETUDIANTS DE LA FACULTE DES SCIENCES DE BREST

(Suite de la page 1)

Ce fort pourcentage finistérien nous conduit à étudier la répartition géographique des 1324 étudiants originaires du Finistère. En chiffres absolus, 37 % sont originaires du Finistère Sud, et 63 % du Finistère Nord dont 37 % des cantons de Brest et de Landerneau. Il est aussi intéressant d'en examiner la densité (nombre d'étudiants par 10 000 habitants); le calcul a été fait par canton (carte n° 1). Bien entendu, ces chiffres concernant les seuls étudiants en Sciences n'ont qu'une valeur

nenez (20), Landivisiau (18), Châteaulin (18), Châteauneuf-du-Faou (17) et Landerneau (17).

c) Onze cantons ont une densité inférieure ou égale à 11 : ce sont, dans l'ordre croissant, Arzano (2), Quimperlé (3), Pont-Aven (7), Fouesnant (9), Ploudalmézeau (9), Taulé (9), Crozon (9), Carhaix (9), Pont-Croix (10), Concarneau (10), Plouescat (10,5). Il apparaît que, pour certains cantons (Concarneau, Quimperlé, Arzano,



de comparaison : la carte fait apparaître les faits suivants :

a) La différence importante entre la densité du Finistère Sud (14) et celle du Finistère Nord (20) provient essentiellement de la région brestoïse (28) : bien que ce caractère diminue, la Faculté des Sciences est encore brestoïse dans une proportion non négligeable. Ce fait explique certaines mentalités de la population étudiante locale : peu détachée de son milieu d'origine, elle ressent mal la solidarité étudiante ; la dépendance familiale limite aussi les horizons de ces étudiants qui n'en finissent pas « de devenir adultes ».

b) Quatorze cantons ont une densité supérieure ou égale à la moyenne (17) : ce sont, dans l'ordre décroissant, Brest (29), Le Faou (29), Rospenden (27), Briec (23), Landerneau (23), Pleyben (22), Daoulas (20), Ploudiry (20), Sizun (20), Douar-

Carhaix, Fouesnant), les communications plus faciles avec Rennes ou Nantes peuvent expliquer la faible densité. Pour les autres cantons, il est difficile de donner une explication, d'autant plus que seuls les étudiants de la Faculté des Sciences sont pris en considération. Cependant, les cas de Crozon, Pont-Croix et d'autres peuvent être reliés au vieillissement de la population (« Le Peuple Breton », n° 59 : recensement, et n° 62 : problèmes de Brest à Nantes).

d) Notons aussi la faible densité de la représentation des villes comme Quimper (15) et Morlaix (13). On peut l'expliquer par la persistance des habitudes familiales de fréquentation universitaire : ces habitudes n'existent pratiquement pas dans les populations rurales pour lesquelles la création de l'Université brestoïse a offert une chance réelle de promotion.

DECLARATION DU COMITE DIRECTEUR DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE DU 26 OCTOBRE 1969

Prenant acte du refus du Conseil National de l'Éducation Nationale d'étendre l'application de la loi sur les langues dites régionales, l'Union Démocratique Bretonne,

CONSTATE que, malgré l'accord unanime des syndicats et du Conseil de l'Enseignement secondaire et technique, expression de l'importance du courant populaire de plus en plus fort en faveur de l'enseignement des langues minoritaires, les représentants du gouvernement national-gaulliste et les mandarins de l'enseignement supérieur ont marqué la volonté définitive de la bourgeoisie de faire obstacle aux revendications démocratiques des peuples de l'hexagone.

ESTIME que ce refus maintes fois renouvelé démontre à l'évidence que les pétitions, demandes respectueuses et appels en faveur de la langue bretonne conduisent à l'impasse.

APPELLE les travailleurs bretons et leurs alliés à lutter pour la victoire du socialisme qui seul, permettra l'enseignement des langues populaires.

L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE.

TABLEAU N° 2

ORIGINE SOCIALE DES ETUDIANTS

Fort pourcentage d'étudiants d'origine rurale et ouvrière

124 étudiants, soit 8 %, n'ont pas mentionné leur origine sociale. Comme critère de classement, nous avons pris la profes-

sion et le niveau social, suivant en cela la revue « Information Pédagogique », n° 108, décembre 1968 (Éducation nationale) (1). Le tableau n° 2 fait apparaître les faits suivants :

PROFESSIONS	Nbre d'étudiants à la Faculté des Sciences de Brest	% à Fac. Sc. Brest	% en France	
Agriculteurs	274	18,0	7,2	
Salariés agricoles	4	0,3	0,9	
Patrons de l'Industrie et du Commerce	Industriels	9	0,6	2,1
	Artisans	60	3,9	4,8
	Patrons pêcheurs	8	0,5	0,1
	Commerçants	100	6,6	7,3
	Total	177	11,6	14,3
Professions libérales et Cadres supérieurs	Professions libérales	23	1,5	7,1
	Professeurs	27	1,8	4,0
	Professions littéraires et scientifiques	0	0	0,3
	Ingénieurs	25	1,7	7,2
	Cadres administratifs supérieurs	50	3,3	8,5
Total	125	8,3	27,1	
Cadres moyens	Instituteurs	62	4,0	4,8
	Services médicaux et médicaux	6	0,4	0,5
	Techniciens	44	2,9	3,1
	Cadres administratifs moyens	45	3,0	8,8
Total	157	10,3	17,2	
Employés	141	9,2	8,5	
Ouvriers	Contremaîtres	23	1,5	2,3
	Ouvriers	207	13,5	8,2
	Mineurs	0	0	0,6
	Marins et pêcheurs	38	2,5	0,3
	Mancœuvres	31	2,0	1,3
Total	299	19,5	12,7	
Police et Armée	50	3,3	5,0	
Retraités et S.P.	154	10,1	1,1	
Divers	22	1,4	4,6	
Sans réponse	124	8,0	1,4	
Total	1 527	100	100	

a) Dans la catégorie « Professions libérales et cadres supérieurs », le pourcentage est nettement inférieur au pourcentage hexagonal (8,3 % contre 27,1 %) : ceci est particulièrement frappant pour les professions libérales proprement dites (1,5 % contre 7,1 %) et pour la profession d'ingénieur (1,7 % contre 7,2 %). Si ce dernier pourcentage s'explique, entre autres, par la faible industrialisation de la Bretagne, en revanche il faut chercher d'autres explications pour les professions libérales (recherche d'une Faculté compétitive ; choix rendu possible par les facilités financières : on peut y voir la méfiance des milieux bourgeois à l'encontre d'une jeune Faculté qui n'a pas encore fait ses « preuves d'efficacité »).

b) Dans trois catégories sociales, le pourcentage est nettement supérieur au pourcentage hexagonal : ce sont, agriculteurs (18 % contre 7,2 %), ouvriers (19,5 % contre 12,7 %) et retraités (10,1 % contre 1,1 %). Pour la catégorie des agriculteurs, le grand nombre des Bretons encore à la terre peut expliquer en partie la forte fréquentation rurale de la Faculté des Sciences. La même explication peut être avancée pour la catégorie des retraités. A cet égard, on rencontre, une fois de plus, un exemple frappant de l'importance énorme prise par les retraités dans la démographie bretonne. Nous avons souvent souligné ce rôle de colonie-dortoir joué par la Bretagne où pullulent les retraités, parasites issus de la marine et de l'armée à l'âge d'homme mûr ; on en a ici encore une preuve numérique nouvelle. Enfin on notera le très fort pourcentage de fils d'ouvriers à la Faculté des Sciences. Or, la proportion de la population ouvrière bretonne est bien inférieure à la moyenne française ! On peut avancer les explications suivantes :

— idée, fort répandue dans le milieu ouvrier, qu'un « diplôme » donne l'accès à l'emploi ;

— recherche du fonctionariat qui représente la sécurité de la retraite et qui est une tentation constante des milieux colonisés ;

— recul de l'échéance de l'emploi, recul voulu par les parents qui projettent sur leurs enfants les espoirs qu'ils n'ont pu réaliser, recul voulu aussi par les étudiants qui, pris dans l'engrenage, retardent le plus possible l'affrontement avec l'incertitude de la vie active.

III. — QUE PEUVENT ESPERER CES ETUDIANTS D'ORIGINE RURALE ET OUVRIERE AU TERME DE LEURS ETUDES ?

La formation universitaire donnée dans les Facultés des Sciences est plus directement orientée vers la recherche fondamentale et l'enseignement.

a) L'enseignement. L'enseignement a absorbé jusqu'à présent la grosse majorité des étudiants brestoïses (recherche du fonctionariat). Cette source de débouchés est en train de tarir comme le prouvent :

— le nombre minime de postes au CAPES ;

— les difficultés des titulaires d'une maîtrise qui ne peuvent même pas obtenir des postes de surveillant !

La Bretagne fait un gros effort de formation d'enseignants ; or, ses besoins diminuent (du moins officiellement), et de plus en plus notre pays joue le rôle de pourvoyeur de main-d'œuvre dans ce domaine-là aussi. Quand on sait le coût des formations universitaires, on mesure l'exploitation à laquelle est soumise la Bretagne !

b) La recherche. Que peuvent espérer les étudiants désirent s'orienter vers la recherche ? Les possibilités d'emploi en Bretagne sont restreintes. Le problème de la répartition géographique des chercheurs n'a pas fait jusqu'à présent l'objet d'une analyse approfondie : nous utiliserons les chiffres publiés par la D.G.R.S.T. (Direction Générale de la Recherche Scientifique et Technique) d'après une enquête individuelle menée auprès des chercheurs de 1963 à 1965 (2).

(1) Le revenu n'est pas pris en considération : il est donc bien évident que des répartitions fondées exclusivement sur des critères économiques feraient apparaître des résultats sensiblement différents.

(2) Numéro spécial du « Progrès Scientifique ».

(Voir suite page 6)

TI KOZH
CREPERIE BRETONNE
39, rue Duguay-Trouin
DOUARNENEZ

LES AGRICULTEURS BRETONS

et le Marché Commun

UN PROBLEME D'ACTUALITE

Le Marché Commun Agricole reste, et pour longtemps, un problème d'actualité qui intéresse au premier chef les agriculteurs bretons. Bien qu'il traverse actuellement une crise sérieuse et soit mis en sommeil dans ses mécanismes communautaires pour une période plus ou moins longue, du fait d'une part de la dévaluation du franc, d'autre part de la réévaluation du mark, il n'en demeure pas moins une réalité inéluctable et a imprimé à l'agriculture européenne une évolution irréversible, que le plan Mansholt en particulier, présent à tous les esprits, n'a fait que dévoiler en partie au grand jour.

Ceci ne veut pas dire que le Marché Commun ait introduit une politique nouvelle fondamentalement différente de la précédente, chez les six pays de la Communauté Economique Européenne (France, Italie, Allemagne de l'Ouest, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg) : les bases du système, c'est-à-dire un développement capitaliste fondé sur le libéralisme économique, demeurent les mêmes ; néanmoins, le Marché Commun joue, particulièrement dans le secteur agricole, le rôle d'accélérateur et de révélateur : accélérateur des évolutions en cours (concentration capitaliste des exploitations, aggravation des disparités entre régions et individus, etc...) et révélateur des objectifs et des contradictions du système : le fonctionnement du Marché Commun Agricole permet de démontrer les mécanismes qui conduisent à l'élimination de certains au nom du progrès et ainsi d'accélérer chez les agriculteurs, la prise de conscience de sa nature de classe, d'instrument au service des plus favorisés.

Problème d'actualité, le Marché Commun le deviendra plus encore dans les prochains jours avec la réunion de La Haye et les discussions portant sur les épineux problèmes du règlement financier, clé de voûte de la politique commune, le problème de la résorption des excédents agricoles et celui de l'élargissement de la C.E.E. à la Grande-Bretagne (élargissement qui entraînerait l'adhésion de l'Irlande, du Danemark, de la Suède et de la Norvège). La question du règlement financier, c'est-à-dire du financement et du fonctionnement du FEOGA (le Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole, c'est-à-dire la tirelire commune chargée de l'écoulement des excédents et de la modernisation des structures), va se révéler particulièrement ardue car le compromis auquel les six étaient parvenus non sans mal, à la suite de la crise européenne de 1965, arrive à expiration à la fin de cette année et depuis lors, les intérêts des « partenaires », loin de se rapprocher, s'opposent de plus en plus sur un certain nombre de problèmes.

LA GRANDE ILLUSION

Les agriculteurs bretons sont les premiers intéressés par ce problème du Marché Commun, qui a été leur grande illusion pendant une dizaine d'années, illusion développée et entretenue par le gouvernement et certaines organisations professionnelles. Après ces années de fol espoir, vient la période de lucidité, qui débouche sur un constat amer : le Marché Commun, loin d'être la chance de l'agriculture bretonne, ne la condamne-t-il pas au contraire inéluctablement à la mort lente par asphyxie, comme il condamne les agriculteurs des autres régions périphériques, au nom de la compétitivité et de l'efficacité économique, pour le plus grand profit de « l'Europe utile » des capitalistes ?

Pourquoi en effet le Marché Commun ? Quelle est sa finalité ? Depuis dix ans, on a « fait marcher » les agriculteurs bretons — et d'autres — en leur disant sans cesse : « Soyez compétitifs au niveau européen », tout en entretenant l'illusion selon laquelle l'agriculture française était très bien placée dans la « compétition ». On leur a fait croire à la fois qu'ils allaient être les grands bénéficiaires du Marché Commun Agricole, mais que, néanmoins, ils étaient menacés par les producteurs des pays partenaires et devaient donc s'attendre à une concurrence accrue et consentir un effort accru pour améliorer leur position, tout en demeurant bien entendu résolument optimistes quant à l'issue finale !



Le Marché Commun n'est-il pas un marché de dupes, un mirage pour la grande majorité des agriculteurs ? Son objectif réel n'est-il pas de faciliter un développement de type capitaliste en provoquant tout à la fois une nouvelle localisation des productions agricoles dans les régions les plus centrales et la constitution d'une agriculture moderne, efficace, compétitive et surtout concentrée entre les mains des plus favorisés, c'est-à-dire d'un patronat réduit en nombre et débarrassé enfin des éternels problèmes sociaux de l'agriculture paysanne et de la « charge » des régions excentrées ?

LES RICHES ET LES PAUVRES

De plus en plus, en effet, on insiste sur le coût sans cesse croissant et difficilement supportable de la politique agricole et tout particulièrement du soutien des marchés. L'agriculture coûte en effet trop cher au contribuable ; mais encore faut-il savoir quelle est l'agriculture qui est en cause, car, contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'essentiel des dépenses de soutien des prix va aux agriculteurs les plus riches d'une part (producteurs de blé et de betterave à sucre...), aux négociants d'autre part (chevillards, exportateurs) et concerne beaucoup moins la masse des petits exploitants et éleveurs : le montant du soutien des marchés s'est élevé, pour l'année 1968, à une moyenne de 4 500 F (nouveaux) par actif agricole dans la France du Centre et du Nord, mais à moins de 1 200 F par actif pour la France de l'Ouest et du Sud-Ouest (étude

de la F.R.S.E.A.O.) ; ainsi, par le biais du soutien des marchés, les agriculteurs déjà les plus favorisés ont reçu 3 à 4 fois plus que les autres. Encore faut-il préciser que ces chiffres ne distinguent pas les petites exploitations des grandes, mais ne constituent que des moyennes portant sur des ensembles régionaux assez vastes. Il est certain que le soutien profite beaucoup plus aux grandes exploitations : d'après des chiffres qui ont été cités à l'Assemblée Nationale en 1968, il apparaît que, pour l'année 1967, une exploitation de 7 hectares a reçu indirectement, par le biais du soutien, une somme supplémentaire moyenne de 1 584 F, pendant que les exploitations de plus de 100 hectares percevaient en moyenne une plus-value de 32 911 F, soit un écart de 1 à 20 ! Ce traitement paradoxal et aberrant qui aggrave l'écart entre les riches et les pauvres, en permettant aux uns de se moderniser sans cesse, aux autres de subsister, est-il un hasard ? N'est-ce pas plutôt un calcul et une volonté : maintenant que les plus favorisés se sont enrichis sur le dos des contribuables et qu'ils sont aptes à assurer l'essentiel de la production agricole du pays, on va pouvoir se débarrasser de la masse des petits producteurs, tout en les faisant passer aux yeux de l'opinion publique pour les grands responsables des excédents et des dépenses de plus en plus élevées. Ainsi, prépare-t-on progressivement l'opinion à l'opération d'abandon de l'agriculture, jugée peu efficace et au déléstage des régions périphériques.

Ce que l'on oublie de dire, c'est que se sont ces régions pauvres, ces poids morts que l'on veut mettre « en réserve », qui ont permis aux régions riches, par le pillage de leurs ressources en hommes, en capitaux et en matières premières, de devenir prospères et de s'enrichir chaque jour davantage. Ce que l'on ne dit pas non plus, c'est que la modernisation de l'agriculture se fait au détriment de ces régions « excentrées » et par leur élimination, pour le plus grand profit d'un capitalisme agraire concentré dans la région parisienne et qui s'est constitué grâce aux deniers publics du pays en général et des régions pauvres en particulier.

DEMYSIFIER LE MARCHE COMMUN

Depuis deux ans, depuis les manifestations du 26 juin 1967 à Redon et du

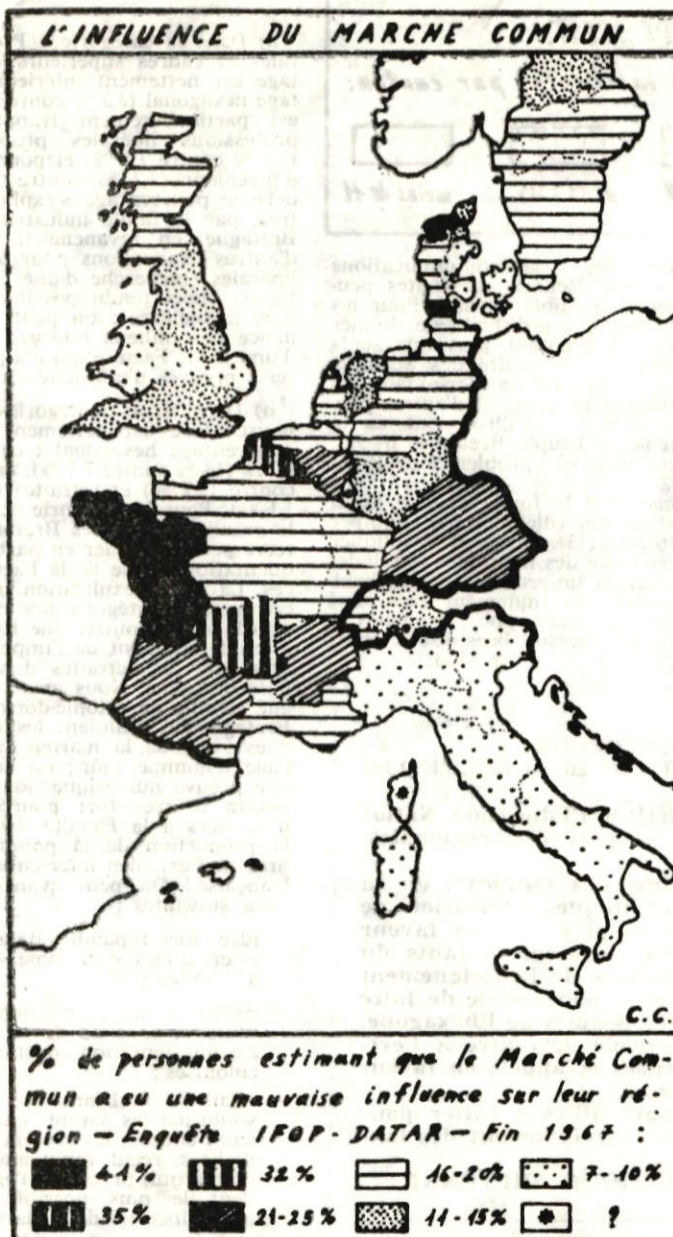
2 octobre de la même année à Quimper, les agriculteurs bretons remettent en cause cette politique et l'orientation libérale du Marché Commun et prennent de plus en plus nettement conscience que ce « Marché » n'a pas été créé pour eux mais contre eux et que ses principes de base et ses orientations fondamentales sont contraires à leurs intérêts. Le récent « Livre Blanc » édité en commun par la Fédération Régionale des Exploitants de l'Ouest et le Centre Régional des Jeunes Agriculteurs à l'occasion de la venue de S. Mansholt à Nantes le 25 juillet dernier, ne laisse aucun doute à ce sujet ; ainsi le rapport présenté par le C.R.J.A. se termine-t-il par cette phrase : « Monsieur Mansholt, nos intérêts et nos valeurs ne sont pas les mêmes. Nous ne pouvons pas être d'accord ».

Mais cette conscience que le Marché Commun actuel est contraire à leurs intérêts et conduit à leur élimination, est généralement floue dans l'esprit du plus grand nombre d'agriculteurs et ne repose pas le plus souvent sur des données précises. Aussi, importe-t-il de démystifier le Marché Commun, de démontrer son mécanisme même, de façon à bien mettre en évidence que (au-delà de certaines mesures trompeuses, ballons d'oxygène qui visent simplement, non pas à résoudre les problèmes, mais à éviter de trop fortes « tensions sociales » toujours dangereuses pour l'ordre établi), cette institution « communautaire » et le système qui l'engendre conduisent inéluctablement à la désertification économique de la Bretagne et à la mort de son agriculture. Ceci sous couvert de développement d'un capitalisme agraire efficace, comparable au capitalisme industriel et commercial et concentré dans les mêmes zones de développement.

A cette fin, nous approfondirons dans les prochains numéros, les principaux points suivants :

- Les caractères fondamentaux et la « philosophie » du Marché Commun.
- La politique des prix et de soutien des marchés et les conséquences pour les agriculteurs bretons.
- Le sort des régions périphériques dans l'organisation communautaire.
- Les principaux aspects du plan Mansholt et l'attitude du syndicalisme agricole à l'égard du Marché Commun.

C. CANEVET



tout
va bien
mieux
avec
Coca-Cola



1909-1969 : LE COMBAT DE L'IRLANDE CONTINUE

« Nous commençons dans ce numéro l'examen de la situation de l'Irlande, en Ulster comme dans la République, car la séparation entre les deux parties de l'Irlande ne permet pas de comprendre ce qui s'est passé cet été en Ulster. De même, il n'est pas possible de rendre compte de la complexité et de l'étendue réelle de la question si l'on ne se replace pas dans les conditions où se trouvait l'Irlande et la lutte anti-impérialiste dans le monde au moment de la partition : c'est pourquoi nous reprenons ici les données fondamentales de la question irlandaise, article qui sera suivi dans le prochain numéro de l'examen de la situation résultant des luttes menées cet été par le prolétariat de l'Ulster et des problèmes de l'organisation de ces luttes. »

« Pourquoi, quand d'autres en Afrique, en Asie ont réalisé leur unité et arraché leur indépendance depuis longtemps, cela ne s'est pas réalisé en Irlande? » C'est tout le problème de l'Irlande contemporaine que pose un militant communiste d'Irlande du Nord.

Une colonie en Europe? Est-ce pensable? Qui dit colonie, dit pays du tiers-monde, sous-développement, malnutrition... Pourtant, à 300 km de Paris ou de Londres, « flambeaux » de la civilisation européenne, nous retrouvons ces mêmes caractéristiques d'une très ancienne colonisation.

Quand dans ces pays, des révoltes éclatent, l'opinion publique s'émeut, découvre leur situation anarchique; mais elle est alors trompée par les journaux bien-pensants qui, n'ayant pas intérêt à aller au fond des choses, lui cachent les vrais problèmes.

JAMES CONNOLLY

Les émeutes d'Irlande du Nord, qui ont pris un autre aspect cette année, ne sont pas des phénomènes exceptionnels, ni nouveaux. C'est à Belfast, en 1907, que commencent véritablement les premiers troubles. Un vent nouveau souffle alors sur le Nord; Jim Larkin, syndicaliste d'avant-garde, mène la grève des dockers du port à son terme. Pour la première fois, ces ouvriers, parmi les plus mal payés, prennent conscience qu'ils sont irlandais et membres de la classe ouvrière irlandaise. Larkin, empruntant un chemin nouveau, veut faire l'unité des travailleurs contre les grands patrons du Nord. Son action est désavouée par l'Union nationale des Dockers (britanniques), il fonde alors le « Syndicat ouvrier des Transports irlandais ». En 1911, James Connolly vient s'installer à Belfast. C'est l'un des fondateurs du Parti Républicain Socialiste irlandais de 1896. Il rejoint la section locale du « Syndicat ouvrier des Transports irlandais ». Une grève vient de se déclencher dans une usine de textile. Les ouvrières demandent à Connolly de venir les organiser. Il n'hésite pas une seconde malgré l'opposition du « Syndicat des ouvriers du Textile » (britannique) qui le traite d'« aventurier ». Connolly leur dit : « J'essaierai d'organiser cette grève parce que vous ne pouvez rien faire sans vous organiser. » James Connolly fait entrer son syndicat à l'assemblée des Trade Unions (syndicats britanniques) de Belfast en septembre 1911. En janvier 1912, il est élu au Comité directeur. Il y accorde une grande importance à la question ouvrière irlandaise à tous les événements politiques concernant le peuple irlandais.

En 1913, il apporte son soutien aux ouvriers de Dublin que les patrons ont fait emprisonner. Avec l'accord du Parti Nationaliste Irlandais, il va attaquer à Westminster l'intention d'exclure l'Ulster (Irlande du Nord) du projet d'autonomie de l'Irlande. Connolly fait face aux émeutes religieuses de Belfast en 1912. Il organise des débats sur le « Home rule » (projet de gouvernement britannique donnant l'autonomie à l'Irlande en excluant les six comtés du Nord), l'organisation des « Volontaires de l'Ulster » (organisation fasciste des colons britanniques du Nord), la signature de la convention de l'Ulster, et explique le rôle joué par le capitaine James Craig, sir Edward Carson et lord Londonderry (chefs du mouvement pour l'union à l'empire britannique) qui agissent avec le soutien du Parti Conservateur anglais, pour contrecarrer les aspirations légitimes du peuple irlandais.

Connolly est à Belfast quand éclate la première guerre mondiale. Il est alors partisan de la hausse du niveau de vie des ouvriers, l'extension du mouvement socialiste, la reconquête complète de l'Irlande et la mise en place d'un gouvernement de forme républicaine. Dans ses réunions, il explique aux travailleurs ce qui se passe. Comme Lénine, il est bien décidé à retourner cette guerre impérialiste contre les impérialistes eux-mêmes et à frapper un grand coup pour défendre la liberté et aider à l'émancipation des masses ouvrières irlandaises tenues dans la misère.

Connolly a laissé derrière lui toute une série d'ouvrages (1), qui montrent l'importance qu'il attachait à la théorie pour comprendre le rôle de la classe ouvrière dans le mouvement d'émancipation irlandais.

James Connolly est un socialiste marxiste, il est indéniablement influencé par

les idées socialistes de Marx et d'Engels. Il est un leader de la classe ouvrière irlandaise et l'organisateur des syndicats irlandais. Sa grande participation théorique à l'élaboration du socialisme en Irlande fut de démontrer la relation entre le socialisme et le nationalisme dans un pays sous la domination impérialiste. Pour lui, il n'existe pas de séparation



(Cliché « Le Peuple Breton »)

James CONOLLY

entre le combat syndical et le combat politique. Les deux doivent être menés de front pour la désaliénation du peuple.

« Si demain vous battez l'armée anglaise et hissez le pavillon vert (de l'Irlande) sur le château de Dublin, et si vous ne faites pas une république socialiste, vos efforts auront été vains. L'Angleterre vous dirigera toujours. Elle vous dirigera à travers son capitalisme, ses landlords, ses financiers, à travers toute l'organisation commerciale et industrielle qu'elle a implantée dans ce pays. »

Une véritable émancipation économique ne peut se faire que par le combat de la classe ouvrière pour le socialisme et la liberté nationale. Seuls les travailleurs peuvent prendre la tête de ce mouvement, car eux seuls n'ont rien à perdre et peuvent aller jusqu'au bout. L'essence même de sa pensée est que l'Irlande n'obtiendra sa liberté nationale que dans une forme socialiste de la société irlandaise.

James Connolly n'est pas un nationaliste étroit. Il fait reconnaître le Parti Socialiste Irlandais au congrès socialiste inter-

national en 1900; l'Irlande est donc considérée comme une nation différente de la Grande-Bretagne. Pendant son séjour en Amérique, il s'aperçoit que les travailleurs irlandais sont considérés comme des réactionnaires par leurs camarades. Le maire de New York peut s'écrier ainsi en 1907 : « Il y a des socialistes russes, des socialistes juifs, des socialistes allemands! Mais Dieu merci, il n'y a pas de socialistes irlandais! » C'est une occasion pour Connolly de fonder la Fédération socialiste irlandaise de New York, qui se propose d'aider le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière en Irlande.

Le Parti Travailleiste anglais refuse son soutien aux revendications des ouvriers irlandais et, chaque fois qu'il peut, leur met des bâtons dans les roues. Connolly est le premier à croire à l'utilité d'un parti ouvrier irlandais indépendant, rompant avec son homologue britannique, mais gardant avec lui des relations fraternelles pour obtenir son appui quand cela s'avérera nécessaire. Sur ce point, ses adversaires sont nombreux et à Belfast, on voit des « socialistes » s'allier avec l'« Association Protestante » pour s'opposer à l'extension de l'idée d'un gouvernement indépendant en Irlande et accepter le rattachement de l'Ulster à la couronne. Le socialisme pour eux devient alors de la tolérance, mais à sens unique! Ces socialistes orangistes de Belfast, soutenant politiquement la Grande Bretagne, sont favorables à des réformes économiques, et travaillent à la fois à la formation de l'Ulster et à l'obtention de meilleures conditions de travail, appelées « issues économiques ».

1916

« Pour leur défense et pour préserver leurs droits, les travailleurs doivent commencer à s'organiser et à s'entraîner de la même façon que les hommes de Carson (armée protestante). Il faut commencer l'entraînement militaire des ouvriers. » Ces propos de Jim Larkin s'adressant aux ouvriers de Dublin de Liberty Hall (siège du Parti Socialiste Irlandais) annoncent la formation de la « Citizen Army » (armée civique), qui doit se trouver au premier rang dans la lutte de libération nationale.

En 1913, la classe ouvrière se battait avec Martin Murphy et sa fédération des rois du capital. La sauvagerie de la police en ces moments est bien connue. Les policiers détestaient le pipe-band Fintan Lalor (pour la création duquel Larkin avait avancé de l'argent; Fintan Lalor était le nom d'un rebelle irlandais) qui venait à chaque grande réunion, défilait et sonnait pour les grévistes. Une fois, ils chargèrent le pipe-band dans le but évident de briser les instruments. Alors le Comité de la section décida de protéger le pipe-band. Une petite formation d'une dizaine d'entre eux furent armés de gourdins et de matraques et entraînés par un instructeur de l'armée anglaise. La tactique consistait à encercler les policiers au moment où ils s'apprêtaient à charger.

Cette organisation d'auto-défense apporte l'espoir pour l'Irlande d'être un

jour prospère et d'accéder à la véritable liberté de tous ses citoyens. Elle représente le maillon vital qui rejoint les deux années historiques de 1913 et 1916. Elle est peu après armée de fusils et Connolly la prépare comme force qui pourrait participer à une insurrection contre les anglais. Il y a plusieurs tendances parmi ses chefs sur ce qui pourrait être la tactique de l'armée civique. Larkin n'est pas d'accord pour coopérer avec les « Volontaires de l'Irlande », une association similaire récemment fondée, combattant pour l'avènement d'une République irlandaise, mais qui comprend de nombreux anti-socialistes, spécialement les Redmandites. Les Redmandites ne sont pas les seuls opposants au socialisme chez les « Volontaires ». Et de grandes figures comme Eoin, Mac Neill et Arthur Griffith sont anti-socialistes également. Griffith, pendant la grève de Wexford en 1911, a attaqué Larkin et son syndicat. Pendant la grève générale de 1916, il ne manque pas une occasion pour faire comprendre qu'il est contre les ouvriers. Cependant, au contraire de Griffith, il y a des membres du Sinn Fein (Nous seuls), organisation nationaliste, qui sont solidaires de la lutte ouvrière. De nombreux républicains, comme Pearse, Plunkett et Clarke, ont été contre les employeurs en 1913. Beaucoup de socialistes voient dans ce rapprochement vers les républicains un abandon du pur socialisme.

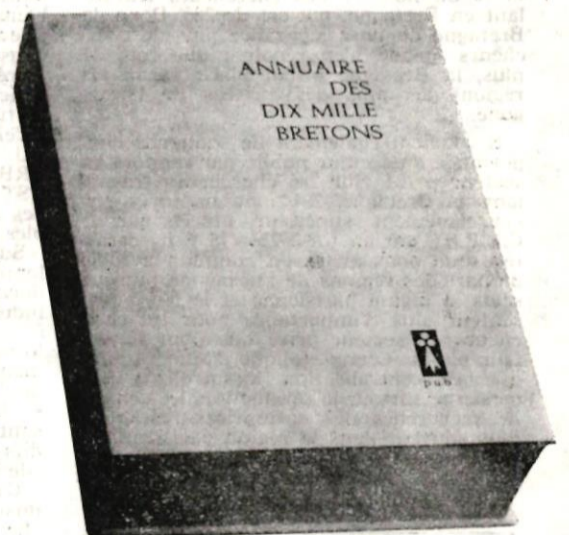
Il est très possible que ce rapprochement ait été tactique et n'ait été opéré que dans le but de l'insurrection de 1916. L'insurrection se situe au milieu de la guerre impérialiste de 1914-1918, quand 400 000 soldats irlandais, ou plutôt britanniques de l'Ouest, comme les Anglais les nomment (cela nous rappelle quelque chose), combattent sur le continent pour la « petite et très catholique » Belgique et pour « le droit des petites nations à l'auto-détermination ». Décommandé à la dernière heure, le soulèvement a quand même lieu à Dublin, le lundi de Pâques. L'épisode est trop connu pour que nous insistions. Alors que beaucoup de socialistes y voient un « putsch » manqué, Lénine, lui, comprend parfaitement que c'est un stade d'une lutte de libération nationale, dirigée contre l'impérialisme, et soutient Connolly et les rebelles de la semaine de Pâques. Il l'englobe dans la campagne d'action anti-impérialiste qu'il a lancé pendant la guerre mondiale : répression sauvage de la révolte des Cipayes à Singapour par les anglais; condamnation à mort de régiments tchèques; tentative de rébellion en Indochine française et au Cameroun allemand. Cependant il ajoute : « L'erreur des Irlandais, c'est de s'être soulevés trop tôt, la révolte européenne du prolétariat n'était pas encore prête. » La situation aurait pu être différente si le

(Suite page 7)

(1) Recueil de ses lettres envoyées au journal « Ferward » de Glasgow : « Labour in Irish history » (Le travail dans l'histoire irlandaise); « The reconquest of Ireland » (La reconquête de l'Irlande); « Labour, nationality and religion » (Le travail, la nationalité et la religion).

L'Annuaire des 10 000 Bretons qui sont le visage vivant de la Bretagne.

- Un guide non plus des Monuments et des Sites... mais des **Hommes**.
- Les Organisations bretonnes et leurs dirigeants en Bretagne et à travers le Monde.
- Les structures politiques, économiques et sociales de notre pays.



Pour figurer éventuellement dans cet annuaire, demander un questionnaire aux

PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRETAGNE

23, boulevard Laënnec

22 - SAINT-BRIEUC - TÉL. 33-29-31

Edito (suite de la page 2)

3^e, 3^e scandale : La DUPERIE du port pétrolier et du complexe sidérurgique de Brest.

Là encore, il s'agit d'une entreprise d'intoxication de l'opinion de longue haleine, rappelez-vous en plein mois de mai 1968, M. POMPIDOU, alors Premier ministre, avait sous son coude un dossier Breton ; il avait retrouvé la formule magique de « plan breton » avec les « gadgets » habituels de la recette : routes, téléphones, vocation électronique et port pétrolier... Début octobre 1969, le gouvernement, suivi par la presse, relançait la rengaine « plan breton ». Tout le monde emboîte le pas ; le « Progrès de Cornouaille » ne s'attaquait-il pas récemment à ceux qui « souriaient », à ceux qui « gloussaient » à l'idée d'une implantation pétrolière dans la région brestoïse. Le préfet de région, défendant le rapport d'orientation du VI^e Plan, n'assure-t-il pas : « La création de toutes pièces d'une industrie lourde de base centrée principalement sur le port de Brest est une des autres grandes options préconisées pour mieux asseoir le développement futur économique de la Bretagne ». Asseoir le développement futur ? Duperie, formules creuses.

Mais au Havre ont commencé les travaux pour accueillir les géants pétroliers. Dans une conférence faite à Paris par le directeur des Raffineries Antar devant les cadres bretons, pas un mot pour évoquer Brest port pétrolier ! Curieux, non ? Quant au complexe sidérurgique ou d'industrie lourde de Monsieur le Préfet de Région, il se construit à Fos-sur-Mer, près de Marseille. Alors, Monsieur le Préfet, sur quoi allez-vous asseoir votre développement futur ?

Trois exemples, trois fois le même schéma :

- Promesses du gouvernement et intoxication par la presse ;
- les Bretons marchent ;
- troisième temps : la duperie apparaît.

Notre dénonciation ne doit pas se limiter à cette démonstration écrite ; elle doit aller le plus loin possible, attentive aux luttes des travailleurs, de tous ceux qui se révoltent contre ces duperies successives.



Importante société offre EMPLOIS à temps partiel ou complet, à PERNON H. ou F. Ecrire : Yvon Eléouet - Directeur régional S.A. OUEST-EUROPE - Kerroudot - 29-N - GUIMAEC.

Travaillez à domicile ou à proximité de chez vous à temps complet ou durant loisirs. Aucun diplôme exigé, âge indifférent, bons gains, travaux variés. Tous renseignements Y. ELEOUE T. P.B. 29-N - GUIMAEC.

LIBRAIRIE CELTIQUE

Envoi de catalogue sur demande
Livres anciens et modernes
Régionalisme
Achat de lots et bibliothèques
108 bis, rue de Rennes
PARIS (6^e)

L'ORIGINE SOCIALE ET GEOGRAPHIQUE DES ETUDIANTS DE LA FACULTE DES SCIENCES DE BREST

(Suite de la page 3)

Sur 381 chercheurs nés en Bretagne (région-programme), 152 travaillent dans la région parisienne, 114 restent en Bretagne. Les 114 chercheurs représentent 40 % du nombre des chercheurs travaillant en Bretagne, qui est de 286. Donc, la Bretagne donne à la France plus de chercheurs qu'elle n'en reçoit : une fois de plus, la Bretagne prend place parmi les régions les plus défavorisées de l'hexagone.

Il convient également de souligner l'importance du secteur public par rapport au secteur privé. Sur 286 chercheurs travaillant en Bretagne, 204 sont employés par l'enseignement supérieur et 19 par le C.N.R.S., soit au total 223 (78 %) : caractère que nous avons en commun avec la plupart des régions de l'hexagone puisque seuls la région parisienne et le Nord présentent plus d'importance pour les chercheurs du secteur privé que pour le secteur public. Ceci s'explique d'ailleurs puisque la décentralisation (lorsqu'elle a lieu) concerne surtout la production, les centres de recherches des entreprises restant le plus souvent dans la région parisienne. A cet égard, le cas de la C.S.F. à Brest est significatif : qu'on se reporte à l'analyse

effectuée par la section C.F.D.T. de cette entreprise (3).

Faut-il s'étonner de cette orientation ? NON : rappelez-vous en quels termes les promoteurs du V^e plan parlaient des problèmes de localisation (4) : « La recherche scientifique doit pouvoir se développer dans de bonnes conditions en dehors de la région parisienne (et trouver en particulier de meilleures conditions de vie et de travail pour les chercheurs) à condition qu'elle soit concentrée dans des centres OU EXISTENT L'ENVIRONNEMENT URBAIN ET INDUSTRIEL QUI LUI EST NECESSAIRE et qu'elle bénéficie des aides et encouragements indispensables. »

Suivant de la politique actuelle, le développement de la recherche en Bretagne est donc condamné, car notre pays est peu industrialisé et il n'y a pas grand-chose à attendre des industries déjà en place lorsqu'on connaît l'importance du bâtiment et des industries alimentaires (65 % de l'ensemble des ouvriers bretons) (5), et lorsqu'on sait que ces deux activités sont caractérisées par la faiblesse des crédits qu'elles consacrent à la recherche (de l'ordre de 0,1 %) (6).

C'est l'éternel cercle vicieux : pas d'industries, pas de recherche ; pas de recherche, pas d'industries, sauf celles qui se consacrent à l'exploitation de la main-d'œuvre locale.

Jean ROUDAUT.

(3) « Le Peuple Breton » n° 67.
(4) V^e Plan D.G.R.S.T. La Documentation Française, p. 135.
(5) L'économie de la Bretagne. La Documentation Française, n° 3502-3503.
(6) « Le Progrès Scientifique » n° 126, p. 52-59.

Groupes et fêtes folkloriques

NOS LECTEURS ONT LA PAROLE

Avec ce numéro, se clot le débat que nous avons ouvert dans nos colonnes par la publication d'une table ronde (nos 69 et 70) et la publication de lettres de lecteurs (nos 71, 72 et 73). Nous remercions Polig Monjarret (de B.A.S.) qui nous a adressé la copie d'un article paru dans « Ar Soner » et tous ces lecteurs. Dans un prochain numéro, paraîtront les conclusions tirées par notre parti.

populaire est un facteur d'unité du peuple dans la lutte de libération nationale.

Il faut s'enquêter à tout mettre en œuvre pour nouer des contacts étroits avec les artistes populaires bretons, à les soutenir dans la lutte contre la pénétration culturelle française, à approfondir ses connaissances techniques en vue d'en faire bénéficier pour le développement et le perfectionnement de la musique bretonne.

Un camarade, M. L., breton émigré.

Alan Stivell Cochevelou.

Je suis de l'avis de J.P. Richard, qui dit qu'il faut donner aux musiciens les moyens d'imposer leur volonté aux comités de fêtes : c'est leur seule chance d'évolution. Elles sont mal conçues parce qu'elles sont confiées à la voix prédominante de commerçants âgés, de culture bretonne superficielle et faussée, ayant donc une vision attardée de l'expression bretonne. C'est idiot, même du point de vue rentabilité (!) : une fête organisée par des gens qualifiés n'aurait guère moins de succès, c'est la qualité du public qui changerait ; peut-être moins de touristes, mais plus de Bretons. Un bagad, en costume de musée, faisant du ouin-ouin bien folko, est plus applaudi par les retraités et concierges parisiens ; un bagad en quêtres et cheveux longs qui fait de la musique est pris beaucoup plus au sérieux par les jeunes (qui ont la bourse plate, mais qui sont la clientèle de demain).

Il faut remplacer les fêtes. L'hiver et le printemps par des concerts de musique contemporaine bretonne donnés par les meilleurs orchestres (bagad ou autres formations), par des festivals de folk-song (breton et anglo-celtique), par des grands jeux bretons à l'image des Highland games (avec concours de toutes sortes). L'été, tolérons peut-être des fêtes plus traditionnelles, améliorées par la présence du chant, et l'absence des groupes de 3^e et 4^e catégories. Evidemment, cela obligera les mauvais groupes à disparaître ; tant mieux, ils doivent être remplacés par des écoles de musique, sections des grands bagad. Les gens pas doués ou pas travailleurs n'y seront plus ; on ne dira que, dans les mauvais groupes, où ils jouaient mal, ils acquiesçaient pourtant un début de conscience bretonne : peut-être en face des préjugés insurmontables qu'ils ont entretenus dans la jeunesse ?

Quand B. Borne déclare que la musique n'a pas de contenu révolutionnaire, il oublie que l'art est une expression d'un individu dans sa totalité, avec ses désirs et ses combats autant que les déterminismes qui l'ont formé. Le folklore traditionnel n'est pas redouté : il est une expression d'une Bretagne paysanne et colonisée. Par contre, un concours de Brest en première catégorie est illogique donc subversif dans la situation actuelle : c'est l'expression de gens qui ont déjà un pied dans une Bretagne future à la fois urbaine et bretonne, ce qui est matériellement impossible sans autonomie et sans socialisme (les facteurs capitalistes jouant naturellement contre l'originalité bretonne). De même, la seule existence d'un roman moderne de qualité en breton est subversive ; ce qui n'est pas le cas d'un livre, même en breton, qui parle de coiffes et de menhirs.

Il est un autre point sur lequel je voudrais donner mon point de vue. Le bagad, dans la mesure où il remplace la fanfare, sera partiellement une musique populaire (ce qui n'est pas négligeable). Mais la musique de bagad de qualité sera, et commence à être une grande musique pour initiés (même s'il faut chercher à l'offrir au plus grand nombre). Sans être freinée en cherchant à plaire, donc souvent la facilité, elle apportera de plus en plus à l'art en poussant sans cesse plus loin sa subtilité et ses recherches. Je ne vois d'ailleurs pas l'intérêt de la popularité d'un instrument quel qu'il soit. Ce qui sera, à mon avis, une musique populaire, c'est le chant et la musique celtique employant des instruments divers tels que guitare « folk » ou électrique, banjo, orgue électronique, etc. (et harpe celtique, j'espère !). C'est d'ailleurs la spécialité que j'ai choisie pour mon combat en même temps que ma profession (excusez la publicité).

RESTAURANT "L'OASIS" CHEZ BACHIR

16, rue Jean-Bart

RECOUVRANCE - BREST

Spécialités orientales et françaises
Ouvert toutes les nuits de 18 h à 6 h

On doit essayer de montrer la nécessité de mener le combat sur le front culturel, l'importance de ce combat pour la libération culturelle qui est en dernière analyse entreprise de désaliénation, de dernière forme du combat politique. La formation intellectuelle du Breton repose dans une très large mesure, sinon exclusivement, dans un premier temps, sur l'enseignement français.

L'enseignement explique en partie la conduite culturelle et politique du peuple breton.

La domination économique et politique restant menacée tant qu'un peuple conserve la notion de sa culture, il s'agit impérativement de détruire celle-ci. Le premier moyen est l'assimilation. Un autre moyen est la soumission aux lois d'une autre culture imposée par les armes de la répression.

Liaison constante du « créateur » avec les masses populaires.

On ne peut prétendre créer pour les masses et à propos d'elles, sans connaître leurs façons de vivre, de parler, de sentir et de réagir, sans connaître leurs besoins et leurs aspirations. Avant donc d'apprendre aux masses, « le créateur » doit apprendre auprès d'elles. Il doit se mettre à l'école des masses populaires, les comprendre et connaître à fond leur langage simple et puissant.

Il faut considérer que l'oppression culturelle française se manifeste aussi dans le domaine de la musique bretonne et de son exploitation (fêtes folkloriques).

Il faut considérer que malgré cette oppression, la musique est la seule forme d'expression culturelle qui ait conservé de profondes racines populaires (Kan Ha Diskan...).

Il faut considérer qu'une réaction culturelle très marquée se dégage des formes d'expression musicales populaires.

Il faut condamner toute dénaturation de la musique bretonne qui trahit l'expression véritable de la culture nationale bretonne.

Il faut condamner toute utilisation abusive et toute tentative visant à déformer les œuvres musicales réellement populaires.

Il faut affirmer que la musique nationale et

Courriers des Lecteurs

Vient de paraître :

« EMZI SKOUERIOU
AR WERC'HEZ E BREIZ »

par Erwan AR MENGA

Parmi les ouvrages en langue bretonne dont le nombre s'accroît depuis quelques années, nous avons plaisir à signaler celui-ci qui traite des apparitions de la VIERGE en BRETAGNE. L'histoire, pourtant riche, de ces apparitions est assez mal connue et devrait intéresser le lecteur religieux.

Le texte, fort bien présenté, est illustré de vues des chapelles dédiées à la VIERGE. Rédigé entièrement en breton, cet ouvrage de 230 pages a sa place dans la bibliothèque de tout celtisant.

On peut le commander chez : Yvon ELEOUE T, 29-N - Guimaec - C.C.P. Y. ELEOUE T, Rennes 26.1500 - Prix de l'ouvrage : 20 F + 1,70 F port.

Rue Sainte-Thérèse B A R
— Quimper —
« CHEZ MICHOU »
Cadre breton • Ambiance sympathique
Disques (breton - jazz - variétés)
CHOUCHENN

Un mauvais coup pour l'Agriculture Bretonne

La réduction massive des crédits de l'Institut National de la Recherche Agronomique (I. N. R. A.)

L'I.N.R.A. vient d'être l'objet de mesures sévères qui mettent en cause son proche avenir et à plus long terme son existence même. Ces décisions sont de nature politique, et il faut les replacer dans le cadre de la campagne officielle de dénigrement de la Recherche scientifique en général (cf. **Le Monde** du 8-7-69). Ceci s'insérant d'ailleurs dans un plan encore plus vaste de dénationalisation des principaux Services publics.

L'I.N.R.A., QU'EST-CE QUE C'EST ?

— au 31-12-68, l'I.N.R.A. emploie 5 847 personnes dont 895 scientifiques. Le budget de fonctionnement représente en 1968, 174 millions de F. dont 158 millions provenant de l'Etat; les crédits d'équipement pour la même année se sont élevés à 63,5 millions de F.

— Le personnel et ces crédits sont répartis entre 14 Centres de recherche principaux (Versailles, Nancy, Jouy-en-Josas, Avignon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Montpellier, Antibes, Colmar, Dijon, Rennes, Guyancourt, Tours, La Guadeloupe); sans compter divers laboratoires plus spécialisés (à Landerneau, Biarritz, Lusignan, en Corse, etc...). L'I.N.R.A. est donc largement décentralisé, ce qui est naturel étant donné ses relations directes avec l'activité agricole.

— Les recherches entreprises couvrent plusieurs disciplines : physiologie et pathologie végétales, zoologie, physiologie, génétique animale, nutrition, technologie des produits agricoles, recherches forestières, etc... mais aussi bioclimatologie, hydrobiologie continentale, calcul automatique et biométrie, enfin, économie et sociologie. Les travaux réalisés ont joué un rôle essentiel dans la mise au point et la sélection des céréales et fourrages cultivés en France; depuis quelques années, ce sont les productions animales qui bénéficient de ces recherches (volailles - porcins - bovins...).

L'I.N.R.A. est donc un organisme de recherche appliquée, et ses travaux ont un retentissement certain sur l'évolution de l'agriculture.

L'I.N.R.A. EN BRETAGNE

En Bretagne, région à dominante agricole, l'I.N.R.A. est implanté à Rennes, station principale, à Nantes, Landerneau, Quimper et Saint-Pol-de-Léon. Dans le passé, ses travaux ont joué un rôle déterminant pour le développement de la production de pommes de terre (bassin de Chateaulin), pour la protection des cultures légumières (Léon), pour l'acclimatation de nouvelles cultures comme le maïs grain qui s'étend très vite, pour l'amélioration de la qualité du lait, etc... La station d'économie rurale de Rennes a contribué à améliorer la connaissance de l'agriculture bretonne. Elle a, en particulier, mis au point un outil indispensable, au

service des responsables régionaux, en élaborant les comptes de l'agriculture bretonne (1) (les premiers installés en France). Une autre étude (2) comparant les exploitations d'Ille-et-Vilaine et de l'Eure-et-Loir a permis de montrer comment la politique actuelle favorise les régions de grandes exploitations qui ont des revenus trois fois supérieurs en moyenne, et qui obtiennent plus facilement des moyens extérieurs pour le financement de leurs investissements. Des travaux sur les mutations professionnelles des agriculteurs ont mis en évidence le frein que constitue pour la transformation des structures, l'absence de disponibilités d'emplois sur place (3). Une étude sur l'industrie laitière (4) a apporté un exemple concret du phénomène de colonisation économique, etc...

Malheureusement une publicité suffisante n'est pas donnée à ces recherches qui pourraient constituer une arme efficace entre les mains de ceux qui ont pour charge de défendre les intérêts bretons (nous n'entendons pas par là évidemment, ni le C.E.L.I.B., ni la C.O.D.E.R. croupions...).

La duplicité du pouvoir « qui tient ce qu'il promet ».

Un simple parallèle l'illustrera sans commentaires superflus :

1) LES PARCLES

Elles sont tirées du rapport préfectoral sur les orientations du VI^e Plan en Bretagne.

« Le progrès scientifique, élément moteur du développement régional ».

(Titre du chapitre II)

« Pour une pleine mise en valeur des ressources du sol, la recherche agricole doit jouer un rôle stimulant, et être la source de la diffusion du progrès technique commandant à l'avenir, en particulier l'accroissement du revenu des agriculteurs; la production et la conservation des fourrages, les techniques de l'élevage du porc et des bovins, la technologie des produits laitiers et de la viande semblent être les domaines où cette nécessité est la plus urgente, et la création d'une ou plusieurs stations de recherche orientées dans ces directions paraît s'imposer... ».

« Mais pour les productions principales, la faiblesse des implantations de l'Institut National de la Recherche Agronomique est flagrante. C'est notamment le cas pour les productions bovine et porcine dont nous avons souligné l'exceptionnelle densité en Bretagne... » un rapport sur les grandes orientations du VI^e Plan, région de Bretagne, annexe V : Agriculture et industries alimentaires, mai 1969, page 36.

2) LES ACTES

Les mesures prises au niveau national, dans le cadre des mesures d'accompagnement de la dévaluation du franc, constituent un véritable matraquage de l'I.N.R.A.

— Arrêt total des recrutements de toutes catégories de personnel.

— Blocage des crédits d'équipement non engagés.

— Suppression de 50 % des crédits de certains postes du budget de fonctionnement.

En 1970, il est prévu en outre une réduction de 50 % du budget d'équipement.

de 20 à 25 % du budget de fonctionnement.

de 2,5 % de la masse salariale.

CONCLUSION

Il est bien évident que dans ces conditions, les divagations littéraires du Plan sont de la poudre aux yeux, ou une drogue (c'est d'actualité! mais a-t-on songé aux méfaits de cette drogue que distillent à des millions de citoyens ces officines pas du tout clandestines qui sont l'U.D.R., l'O.R.T.F., les C.D.R. ?).

Le face à face avec la réalité devrait ouvrir les yeux des intéressés : tel a été le but de l'action entreprise par les syndicats de la Recherche agronomique (C.G.T. - C.F.D.T.), qui a visé surtout à alerter l'opinion par des communiqués à la presse et des lettres aux responsables.

Pourtant les réactions des professionnels sont lentes à se manifester. Veulent-ils donc laisser la recherche, et en conséquence l'orientation future de l'agriculture entre les mains

* soit des groupes internationaux déjà à

**PEINTURE - VITRERIE
PAPIERS PEINTS**

**Décor - Revêtements
HENRI LE LANN
44, rue de l'Eglise, 44
BREST-RECOUVRANCE
Tél. 44-81-38**

TOUTES MOQUETTES ET PLASTIQUES

Unilever (yaourts La Roche aux Fées à Nantes, et aliments du bétail COFNA). Ralston-Purina (U.S.A.) : usine d'aliments du bétail à Loudéac et abattoirs de volaille, Cargill (U.S.A.), usines d'aliments du bétail (Henz-Sonorol), Général Mills (U.S.A.), propriétaire de la Biscuiterie Nantaise...

* soit des grandes sociétés capitalistes françaises qui elles aussi, sentent depuis quelques années la bonne odeur de l'argent à gagner en Bretagne : Perrier-Sapiem, U.L.N.-Négobeuruf pour le lait, Olida pour la charcuterie, Saupiquet pour les conserves, Lesieur pour les aliments du bétail, etc...

Notes

(1) Brangeon - Rainelli. Les comptes de production et d'exploitation de la branche agricole bretonne.

Etudes d'Economie Rurale n° 57 - 58 - Sept.-Déc. 1967.

(2) Brangeon - Léon - Rainelli. Résultats d'une enquête sur le financement en 1965 des exploitations agricoles d'Ille-et-Vilaine et d'Eure-et-Loir.

I.N.R.A. - Rennes - Août 1969.

(3) G. Jégouzo. Une enquête relative à certaines incidences socio-économiques d'une implantation industrielle en milieu rural (région de Rennes).

Ronéoté. Déc. 1967 - Station d'Economie Rurale de Rennes.

G. Jégouzo. Les disparités régionales de la mobilité professionnelle des agriculteurs.

Thèse Sciences Economiques - Déc. 1968 - Rennes.

G. Jégouzo et P. Daucé. La mobilité professionnelle des chefs d'exploitation agricole bretons.

Ronéoté - Sept 1969 - I.N.R.A. - Rennes.

(4) J.B. Henry. L'industrie laitière en Bretagne.

Etudes d'Economie Rurale n° 51 - Mars 1966.

J. R.

LE COMBAT
DE L'IRLANDE
CONTINUE

(Suite de la page 5)

peuple irlandais s'était soulevé en même temps que le peuple russe en 1917. Il n'empêche qu'ils sont les premiers à s'opposer au puissant empire britannique et à allumer la mèche du gigantesque combat anti-impérialiste qui devait aboutir à la liberté et l'indépendance de nombreuses nations maintenant décolonisées. On peut dire que la Grande Bretagne apprit sa politique coloniale en Irlande, et les hommes de 1916 ébranlèrent le mythe de l'invincible Empire, attaqué au cœur. Les impérialistes britanniques savaient bien ce qu'ils faisaient en fusillant Connolly! Blessé dans les combats, malade et incapable de marcher, il fut fusillé assis sur une chaise. Connolly et les autres sont morts, mais ses idées sont toujours vivantes.

L'IMPASSE DU NATIONALISME

L'Ulster s'organisa alors en colonie de type classique, avec un prolétariat dominé par une bourgeoisie étrangère soutenue par la bourgeoisie irlandaise qui avait lié son sort à la présence anglaise. Les colons s'organisent en milice de type OAS (Volontaires de l'Ulster, ordre d'Orange), et une vigoureuse politique de ségrégation s'instaure dans une législation mise en place en 1929 et toujours en vigueur. Le découpage des circonscriptions électorales est fait de telle sorte que le prolétariat ni l'opinion nationaliste, qui a de forts appuis chez les ouvriers, ne peuvent se faire représenter au Stormont (parlement d'Irlande du Nord). Bien que la population aspirant à l'unification de l'Irlande ait augmenté depuis, la situation, en apparence, n'a pas changé en Ulster.

Dans la République, après le traité signé en 1921 par de Valera avec le Royaume-Uni, la guerre civile fait rage. L'I.R.A. (armée républicaine irlandaise) reprend en partie les thèmes de 1916 et lutte contre les nationalistes réactionnaires qui ont totalement trahi la révolution et le peuple irlandais. Les intérêts économiques de la Grande Bretagne en Irlande sont soigneusement respectés par les nationalistes au pouvoir. La tentative de de Valera de se démarquer de Cosgrave, président de la République, en créant le parti « Fianna Fail », qui prend le pouvoir en 1932 avec les travaillistes et tente de développer une économie irlandaise, est un échec, et en 1938 l'Irlande « libre » revient gentiment dans le giron économique de la Grande Bretagne, faisant ainsi de l'indépendance de l'Irlande une véritable supercherie. La dictature morale et spirituelle de l'Eglise, qui favorise le maintien des structures sociales et des attitudes les plus archaïques, joua un rôle de premier plan dans ce tour de passe-passe.

En 1957, M. Lemass, le chef du gouvernement, hésite entre deux voies possibles pour la République : l'une en faveur de la relance des investissements étrangers, l'autre basée sur une série de mesures pour empêcher le capital irlandais de sortir du pays et forcer ses propriétaires à investir en République. Il se prononce pour la seconde issue, mais en même temps il commence à favoriser la relance des investissements étrangers. Cela a conduit à la situation actuelle : colonisation économique par le grand capital et installation d'usines pirates du même style qu'en Bretagne. On donne l'exemple d'une usine française qui, à peine terminée, avait préféré fermer, parce que l'exploitation ne s'avérait pas assez rentable. Mieux, l'Irlande a posé sa candidature au Marché commun alors que pour l'année 1966 la balance des échanges avec l'Angleterre était déficitaire de 42 millions de Livres.

Si la colonisation de l'Ulster est proche de celle qu'a connue l'Algérie, celle de l'Irlande du Sud rappelle par bien des côtés la Bretagne. Les socialistes considèrent que la révolution nationale, commencée en 1916 a été trahie et que depuis le pays a vécu un demi-siècle de déclin. La libération nationale reste toujours à faire.

M. DONGUY.

ENTREPRISE GÉNÉRALE DU BATIMENT

Pierre GUERROT & Fils

5, RUE MADAME DE SEVIGNE
QUIMPER — ERGUE-ARMEL

TERRASSEMENT
MAÇONNERIE
BETON ARME

CHARPENTE
MENUISERIE

Téléphone : 10-91

**J. MONTAGU
ASSURANCES**
4, rue Turenne
LORIENT - Tél. 64.37.08

— Importante journée du 18 septembre à Saint-Brieuc, où les responsables du Bureau de l'Union départementale C.F.D.T. et du Comité de liaison des Services publics et nationalisés ont dénoncé le démantèlement progressif des Services publics et nationalisés. Tout est fait pour préparer par étape le retour au secteur privé des grands Services nationalisés. Le gouvernement à la solde du patronat entretient ce climat (voir les déclarations de M. CHALANDON dans *Le Monde* du 2-9-1969). Plusieurs Services publics sont déjà en voie de démantèlement, telle la Sécurité Sociale, et les transports. Dans le domaine de l'Enseignement, on connaît bien la tactique du gouvernement qui supprime les subventions, forçant par là les unités d'enseignements à recevoir des crédits du patronat. De même, les cliniques privées sont de plus en plus favorisées au détriment des hôpitaux qui restent sans crédits.

— Conditions inadmissibles des travailleurs étrangers à Lannion.

L'on sait qu'à Lannion, deux grands chantiers se sont montés : un Institut universitaire et technologique et un Centre d'enseignement des P.T.T. L'entreprise de travaux publics L.R.C. (4, rue Bernard-Palissy — 92-Puteaux), pour mener à bien ces travaux dans un but de rentabilité et de rapidité, exploite d'une façon dégradante et honteuse des travailleurs immigrés : Tunisiens, Marocains, Algériens, Turcs, Portugais... Ceux-ci sont entassés dans des baraques de fibro-ciment, posées à même le sol, les toits sont percés en maints endroits, un seul robinet d'eau au bout d'un tuyau l'électricité, fournie par un groupe électrogène, est éteinte à 10 h, à cause du bruit de l'installation et rallumée seulement le matin par le chef de chantier. Pour la cuisine, les travailleurs ne disposent que de

FINISTERE

— Nouvelles restrictions chez les électroniciens de l'Arsenal : La direction locale ayant estimé ses besoins en fonction du plan de charge, se proposait de faire suivre le cours de radio-dépanneurs à 17 ouvriers et le cours de T-4 à 22 radio-dépanneurs. Or, la D.T.C.N. a réduit ces départs à 11 pour le cours des radio-dépanneurs et 14 pour le cours T-4. Ce fait est extrêmement grave : le développement des techniques et en par-

LES RÉGATES

— Snack - Bar —

Dans un cadre agréable...
...Service à toute heure

(FERME LE SAMEDI
TOUTE LA JOURNÉE)

94, avenue du Mail
RENNES - Tél. 59.10.82

ticulier de l'électronique oblige à une politique de formation. De nombreuses actions ont eu lieu à l'intérieur des ateliers concernés, débrayages, manifestations, audiences et le personnel se solidarise et soutient l'action menée par les organisations syndicales C.F.D.T. et C.G.T. Ceci n'est qu'un exemple de la situation qui règne à l'Arsenal de Brest.

Ainsi, les effectifs sont en perpétuelle régression, les postes laissés vacants par les départs en retraite normaux, anticipés, ne sont pas pourvus.

Les installations sont vétustes, les prix des chantiers trop élevés.

Le plan de charge à propos des constructions prévoit très peu de travaux à long terme, aucune perspective de construction navale nouvelle, ni de commandes de grosse tôlerie. Il n'est pas étonnant que 3 000 jeunes quittent chaque année le département. Une fois de plus, nous apparaît la politique que mènent les capitalistes français vis à vis de l'économie bretonne : politique d'hémorragie, d'exploitation et de colonisation. Cette situation catastrophique

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



2 réchauds à gaz pour 40. Le repas n'est pas dédommagé.

Parqués comme des bêtes, ils sont tout à fait isolés, à 3 km des premiers commerces, sans moyen de transport. Et ce désir qu'ils éprouvent à retourner chez eux à la fin de leur contrat (de 3 mois) et avorté par le fait que mal payés déjà, ils sont contraints de dépenser leur argent pour vivre.

— Parents d'élèves solidaires des agents du C.E.S. à Paimpol.

Le Conseil des parents d'élèves du C.E.S. de Paimpol, réuni en séance plénière le 24 septembre 69, appuie les revendications des agents du C.E.S. Le C.E.S. de Paimpol est découpé en 3 îlots équidistants d'un bon km, ce qui oblige le personnel à des déplacements et à un travail forcené. Le barème de dotation du personnel prévoyait 12 postes d'agents et d'ouvriers professionnels, il n'en a été créés que 5. En conséquence, les agents réclament la création de 6 postes d'agents non spécialisés, sinon ils se verront dans l'obligation d'effectuer des arrêts de travail. Les parents d'élèves considérant que cet état de fait porte préjudice aux enfants, sont décidés à soutenir leur action. Ils soulignent au passage le scandale des bourses : Suppression, réduction, retard des mandats.

— Alors que le Rectorat supprime des postes de maîtres d'internat à Saint-Brieuc, au C.E.S. Beaufeuillage, 3 surveillants se partagent 500 élèves. Ces derniers de plus en plus réduits sont victimes de l'arbitraire administratif et ne disposent en fait d'aucune garantie de l'emploi.

de l'Arsenal de Brest voulue par le gouvernement a pu faire dire à M. DEBRE qu'il estimait indispensable la modification du statut juridique des établissements, étant entendu que la modification du statut du personnel suivrait.

Nous savons dans quel sens cette modification se fera. L'Arsenal, régie d'Etat, deviendra une société d'économie mixte pour, d'ici quelques temps, être une entreprise privée.

La politique capitaliste commence à se dessiner très fortement dans le Finistère : plusieurs exploitations rentables ont été fermées parce qu'elles ne rapportaient pas assez ; d'autres pratiquent des licenciements : ex. : Etablissement DEPITRE pour la même raison. Mais par contre, les capitalistes s'insinuent dans les secteurs nationalisés. Cette action ayant pour but, dans l'avenir, avec l'aide du gouvernement français, de laisser aux capitalistes le monopole des industries clés.

— Manifestation de lycéens à Brest, pour obtenir un professeur de philosophie. Depuis 1 mois, les élèves de A 5 du Lycée de Kérichen sont sans ce professeur qu'ils réclament. L'on sait combien cette situation est grave et intolérable pour une section où l'épreuve de philosophie est des plus importantes.

— Malaise chez les radio-dépanneurs à Brest. Les appels du Premier ministre à la création d'une Nouvelle Société « ne semblent pas correspondre » avec les résultats du plan de redressement ». Des RD de Brest en ont fait l'expérience. Un plan soumis à la direction du budget prévoyait un accroissement des T.S.O. pour permettre l'intégration des R.D., or, le ministre des Finances a refusé de débloquer les postes de T.S.O. nécessaires. Ici encore, l'on réduit, et l'on ne remplace pas.

Il en est de même pour les agents du Service général des P.T.T. qui ont dû se mettre en grève le 2 octobre. Ils réclament entre autres des créations massives d'emplois de catégorie B, une véritable promotion interne, la titularisation des auxiliaires,

Ce sont une fois de plus les travailleurs qui paient pour les véritables responsables du marasme économique.

● Le 17 octobre s'est déroulée dans le Finistère une grande réunion d'information, qui s'appelait « l'Opération Vérité », organisée par la F.D.S.E.A. à laquelle participait également le C.D.J.A.

Cette réunion avait pour but d'informer les agriculteurs et l'opinion publique, des décisions venant des instances nationales, et de la véritable situation de l'Agriculture. Cette réunion voulant principalement aller contre le mythe de l'Agriculture, lourd fardeau pour la nation. Il a été rappelé qu'en France, c'est l'Agriculture bretonne qui a

ILLE-ET-VILAINE

— A la suite de l'Affaire Lefranc, nous constatons une fois de plus que les structures dans le domaine de l'Agriculture restent très conservatrices. Un fermier, M. LEFRANC voulant moderniser sa ferme à ses frais : stabulation, salles de traite et silos, s'est

leur journal, le C.D.J.A. de l'Ille-et-Vilaine dénonçait déjà la politique agricole : « le statut du fermage figé », aucune modification intervenue lors de la mise en place des mesures nouvelles telles que l'I.V.D. ». Le fermier reste et demeure soumis au bon vouloir de son propriétaire.

● Grève des surveillants généraux, à Rennes, à la suite d'une réunion d'information, tenue à la Maison du Peuple. Les représentants des différents syndicats des surveillants généraux ont déclaré qu'à partir du 15 octobre, ils n'assureraient plus que les tâches spécifiques imposées par les textes actuellement en vigueur.

Ils se refusent aux charges ingrates que ne veulent pas faire les autres et en ont assez d'être les « hommes à tout faire » de l'Education Nationale. Le S.N.E.S. dans sa déclaration affirme la promotion du surveillant général au rôle d'éducateur et non de croque-mitaine et demande que son statut soit aligné sur celui des collègues enseignants.

heurté à un refus de la propriétaire, ce qui le condamne à la médiocrité de l'habitat et l'asphyxie économique. Il n'a pu obtenir gain de cause, car la loi française est faite, nous le savons, pour le propriétaire et non pour le travailleur. Dans une déclaration de

LOIRE-ATLANTIQUE

— Aux Chantiers de l'Atlantique, depuis le 6 octobre, 1 500 ouvriers sont en chômage, par faute d'approvisionnements de matériels et du fait que de nombreux licenciements ont eu lieu dans des entreprises sous-traitantes.

— A la S.E.M.N. (caravanes) à Trignac, le conflit rebondit. Le Conseil d'Administration revient sur des décisions d'accord déposées aux Prud'hommes. 500 ouvriers ont débrayé et défilé à Trignac.

— A Saint-Nazaire. Les trois syndicats ouvriers de Saint-Nazaire (C.G.T. - C.F.D.T. et F.O.) ont lancé une consigne de débrayage à toute la métallurgie nazairienne qui emploie 12 500 personnes dont 7 500 aux Chantiers de l'Atlantique. Les manifestants ont défilé en criant le slogan « Respectez les accords ». Devant la sous-préfecture, l'ora-

teur C.G.T. a rappelé qu'il y avait près de 1 400 chômeurs à Saint-Nazaire et a dénoncé le refus patronal de faire bénéficier les 1 400 ouvriers en chômage des Chantiers de l'Atlantique des aides du Fonds de garantie sociale.

— Une grève de 24 heures a eu lieu à la Laiterie de Vallet, grève suivie à 100 % par le personnel de fabrication, pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Entreprise
BARAZER Raymond
BATIMENT - COUVERTURE
PLONEVEZ-DU-FAOU

MOR-BIHAN

— Nouveau scandale dans l'Education Nationale.

viennent de suivre au C.E.G. de Baud un stage de formation pédagogique de 3 jours, organisé par l'Inspection académique.

Le Syndicat National des Instituteurs avait dès le mois de février, réclamé l'ouverture de 21 postes dans l'Enseignement maternel et de 51 dans l'Enseignement élémentaire. A la rentrée aucune création n'avait été accordée. Finalement, une soixantaine de jeunes bacheliers du département, inscrits sur la liste des instituteurs remplaçants,

AVIS A NOS ABONNES

Nous insistons auprès de nos abonnés pour qu'ils signalent leurs changements d'adresse et rappelons que, pour tout changement d'adresse, ils adressent la dernière bande et 0,80 F en timbres.

Nous les remercions d'avance.

Imprimerie Commerciale. Rennes



Directeur de la publication : J.-Y. Veillard
Publication inscrite à la C.P.P.A.P n° 41.387
Tirage : 5 000 ex. — Dépôt légal 4° trimestre